

Le 7 octobre, première grande mobilisation

La crise actuelle est la plus grave qu'ait connue l'économie mondiale depuis des décennies. Son déclenchement contredit tous les discours patronaux et gouvernementaux tenus jusqu'à ces dernières semaines. Loin d'être simplement la conséquence de dérapages financiers aux Etats-Unis, elle met en cause toute la logique économico-financière mise en œuvre depuis 25 ans à l'échelle mondiale.

Pour augmenter les revenus du capital, une pression s'exerce depuis de nombreuses années sur l'emploi et tous les éléments de valorisation du travail : les salaires, la protection sociale, les minima sociaux. Les états ont déréglementé les normes sociales pour précariser l'emploi et flexibiliser le travail salarié, exigeant que la vie humaine s'adapte à la rapidité des mouvements de capitaux. Pour élargir la place du marché, ils ont procédé partout dans le monde à des privatisations de services publics.

La dimension mondiale des secousses du système bancaire signe l'échec de ces politiques.

Le MEDEF veut en profiter pour obtenir de nouvelles exonérations de cotisations et de nouveaux assouplissements du droit du travail. Le Président de la République et le gouvernement appellent à l'unité nationale, pour tenter de s'exonérer des conséquences de leurs propres choix dans la situation actuelle.

A cet égard, le projet de loi de finances pour 2009 comme le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, ne tiennent absolument pas compte de l'urgence sociale et économique et des leçons qu'il faut tirer de la crise.

Pour la CGT, il faut à la fois repenser le système économique mondial et revoir les politiques économiques et sociales en France et en Europe.

Les salariés ne portent aucune responsabilité dans l'émergence de la crise financière. Ce n'est pas à elles ni à eux d'en payer les dégâts ni d'en subir les conséquences. La CGT rejette les discours entretenant la fatalité de la situation.

Aujourd'hui les états mobilisent des centaines de milliards de dollars et d'euros de fonds publics pour tenter de juguler la crise. Ils annoncent l'étatisation de banques afin d'éponger leurs pertes colossales. L'intervention publique est nécessaire, mais la question est de savoir si elle doit sauver le système financier pour permettre à la spéculation de perdurer ou si elle doit favoriser une croissance fondée sur le progrès social.

Face à la crise, il faut des réponses nouvelles : la sécurité sociale professionnelle, une nouvelle politique de développement industriel, la création d'un pôle public financier sont autant de propositions de la CGT qui prolongent les actions revendicatives sur le pouvoir d'achat, l'emploi, le développement de la protection sociale solidaire, pour conforter la place du service public, arrêter le processus de privatisation de la Poste.

Dans ce contexte, les salariés ont le plus grand intérêt à se rassembler et à se mobiliser pour porter leurs revendications.

En ce sens, le 7 octobre, grande journée interprofessionnelle d'action, doit se traduire par des manifestations puissantes et des initiatives, y compris des grèves, dans les entreprises. Le 7 octobre permettra de porter les revendications communes à l'échelle mondiale face à la crise économique et financière. Il permettra aussi en France une mobilisation pour des emplois de qualité, des salaires revalorisés, l'amélioration des conditions de travail, une protection sociale et une retraite de haut niveau, des services publics efficaces.

Le 16 octobre, à l'appel de l'ensemble des syndicats, les retraités manifesteront pour le maintien de leur pouvoir d'achat et la revalorisation des retraites.